

## TRANSPORT ET INFRASTRUCTURES

# A Avignon, les pro-tramway font entendre leur voix

Par Rémy Mario (Bureau de Marseille du Moniteur) - LE MONITEUR.FR - Publié le 29/07/2014 à 14:27

**Mots clés :** Etat et collectivités locales - Transport collectif urbain



© AtoutsTram - Conséquence de la suspension actuelle du projet, l'espace emploi du tram est fermé. Le BTP craint le chômage technique.

**L'association AtoutsTram, qui accompagne depuis le début le projet de tramway de l'agglomération avignonnaise, ne se satisfait pas des arguments avancés par les élus pour tirer un trait sur ce projet structurant (260 millions d'euros), prêt à être engagé sur le terrain. Elle vient de demander conseil à Corinne Lepage pour l'accompagner dans son combat pour la réalisation de cet équipement vital pour l'attractivité future du Grand Avignon.**

« Une mise en coma thérapeutique qui peut entraîner la mort du patient ou sa sortie à l'état végétatif... un enterrement de première classe... qui croit encore que les saignées peuvent guérir... ». A Avignon, l'association AtoutsTram, très remontée face aux données contradictoires qui circulent sur le projet de tram du Grand Avignon, n'hésite pas à utiliser la métaphore médicale et clinique pour alerter sur les risques de la nouvelle expertise lancée par les élus avignonnais sur le tram et sur l'annonce début juillet d'un budget d'investissement divisé par deux.

« La situation générale n'autorise pas d'énoncer de manière abrupte sur le plan financier des données contradictoires avec les analyses, les décisions antérieures et les textes réglementaires » martèle l'association dans un communiqué, en référence aux incertitudes sur le financement du projet évoqué par le président du Grand Avignon, Jean-Marc Roubaud.

Et elle avance ainsi que le financement du tram est prévu sur un budget dédié déjà établi, que la subvention de l'Etat de 30 millions d'euros, rattachée au Grenelle de l'environnement n'est nullement remise en cause -à condition bien sûr que l'agglomération engage concrètement des travaux sur le terrain-, que les entreprises de l'agglomération ont déjà versé 30 millions d'euros en trois ans au travers du « VT » (Versement Transport) dont le taux a été augmenté pour précisément financer le projet du tramway, que la subvention de la région de 18 millions, si elle a bien été suspendue à la demande de Cécile Helle avant les élections, pourrait tout à fait être remise en selle...

## Lourdes conséquences financières

Et l'association entrevoit le scénario catastrophe sur lequel pourrait déboucher l'étude complémentaire : un projet de tram abandonné avec l'impossibilité juridique de lancer rapidement un autre projet dans le cadre de la DUP actuelle, la perspective de devoir relancer un cycle de 6 à 7 ans d'études pour mettre au point un nouveau TCSP, les lourdes conséquences financières auxquelles seraient exposées les collectivités et au bout du compte les contribuables.

« Les entreprises qui ont déjà versé 30 millions d'euros pourraient légitimement demander le remboursement de cet

impôt auquel viendrait s'ajouter un dédit de 40 millions d'euros lié à l'annulation du marché du matériel roulant, aux indemnités de maîtrise d'œuvre, etc. Il y a un risque très important à un abandon » confirme Jean-Pierre Gautry, ancien président de la SFU (Société française des urbanistes) et qui accompagne l'association dans son combat.

A court terme, AtoutsTram va engager trois actions : elle va prendre conseil auprès du cabinet d'avocats de Corinne Lepage qui défend régulièrement les associations, soutenir le président du Grand Avignon Jean-Marc Roubaud dans sa volonté de faire appel à la Chambre régionale des comptes pour auditer la situation financière du Grand Avignon, maître d'ouvrage et de Teceylis, maître d'ouvrage délégué et enfin, elle va demander une entrevue au préfet du département pour examiner les conditions des versement de la subvention de 30 millions d'euros du Grenelle 2.

« Nous sommes également en train de monter une réunion de travail avec les chambres consulaires, le BTP, principal impacté à court terme du non-engagement du chantier, afin de créer un front commun monde économique et société civile, à même de soutenir et de défendre ce projet. Pour nous, contrairement à d'autres, le dossier ne connaîtra pas de pause estivale » assure Robert Fidenti, le président d'AtoutsTram.